

Depuis mes débuts à l'école, on insiste là-dessus. On m'a dit: "Ton idéal, jeune homme, doit être de devenir le type d'homme qui réussit dans les affaires et le commerce". Bertrand Russell a dit que c'était là le type d'homme qui ferait un bon chef de bandits. Lorsque j'examine la situation existant au Canada, je suis presque forcé d'avouer que Bertrand Russell avait passablement raison. Il faudra transformer la façon de penser de nos gens si nous voulons faire disparaître les menaces à notre sécurité que présentent les idées fausses.

Plus particulièrement, cette idée de pénurie doit faire place à une conception plus réaliste de l'abondance si nous voulons abolir la pauvreté parmi les Canadiens sans en faire des esclaves. Je désire souligner cette dernière proposition: si nous voulons abolir la pauvreté parmi les Canadiens sans en faire des esclaves. Je pose la question: n'est-il pas fantastique de constater que chaque fois que le Gouvernement est forcé de prendre des mesures visant à diminuer la pauvreté existant dans différents secteurs de la société canadienne, le seul moyen auquel il songe comporte l'accumulation d'impôts plus lourds et plus impitoyables. Le pouvoir d'imposer c'est celui de détruire. Il n'y a pas d'exemple que les impôts aient jamais stimulé la production. Au contraire, ils favorisent, depuis toujours, une baisse de l'effort productif. Ils empêchent que la capacité productive atteigne jamais son plein rendement. Les impôts font que, peu à peu, les hommes deviennent les esclaves d'un super-État. Ne semble-t-il pas étrange que les ingénieurs et savants canadiens aient conquis les forces de la terre, de la mer et des airs, aient accompli des miracles propres à stupéfier nos pères si seulement ils pouvaient en être témoins, mais qu'il ne s'est encore trouvé personne qui, ayant accès aux leviers de commande, se soit jusqu'ici occupé avec succès de faire disparaître parmi nous la pauvreté sans réduire la population canadienne en esclavage? Voilà une question à laquelle, désormais, nous devrions soigneusement réfléchir.

Je veux prévenir tous mes compatriotes, y compris ceux qui siègent en cette enceinte, que pour peu qu'ils veuillent défendre nos libertés il leur faudra réclamer plus discrètement la sécurité sociale jusqu'à ce que certaines idées désuètes soient sorties, de force, du crâne de certains jean-foutre qui gravitent dans les hautes sphères du gouvernement. Nous aurons sans doute bien autre chose à dire à ce sujet lorsque nous serons saisis de la question de la sécurité sociale.

J'aimerais maintenant, monsieur l'Orateur, examiner pendant quelques instants une ques-

tion qui, plus que toutes les autres, a préoccupé tous ceux qui ont porté la parole devant la Chambre aujourd'hui. Je parle de la cherté de la vie. Les discours des divers orateurs, y compris celui du premier ministre (M. St-Laurent), m'ont fait bien plaisir. En effet, le premier ministre nous a donné, cet après-midi, de quoi réfléchir. Étant donné le poste qu'il occupe, je dois le féliciter de s'être levé pour s'atteler à la tâche comme il l'a fait. Il s'est levé et a pataugé dans un borbier de renseignements circonstanciés, que la Chambre devrait posséder. J'en conviens volontiers avec lui, nous ne devrions pas chercher à régler ces problèmes sans posséder toutes les données pertinentes. A ce titre-là, l'apport du premier ministre m'a paru important.

A mon avis, la cherté de la vie constitue le fléau le plus grave dont souffre aujourd'hui la population canadienne. Le discours de Son Excellence en parle dans un court paragraphe, déjà cité par le chef de l'opposition (M. Drew), en ces termes:

Le Gouvernement partage entièrement l'inquiétude de notre population à l'égard de la hausse du coût de la vie attribuable aux poussées inflationnistes qui se font sentir sur les plans national et international. Mes Ministres prendront toutes les mesures qu'ils estimeront efficaces pour enrayer l'inflation tout en protégeant la liberté de nos institutions. Les mesures anti-inflationnistes déjà en vigueur on enrayer la montée des prix des biens de consommation et des services sur lesquels s'exerçait leur action.

Or, je crois que le Gouvernement s'inquiète également; mais ce qui le préoccupe, c'est bien moins la hausse du coût de la vie que le maintien du *statu quo*. C'est ce que j'ai conclu après avoir considéré ce qu'il a accompli. Il se préoccupe sûrement de maintenir le statut de certaines institutions canadiennes et de ne pas toucher à un régime financier tout à fait discrédité. Il se préoccupe beaucoup plus de ces choses que de trouver les causes fondamentales de la hausse constante de notre coût de la vie, et de prendre des mesures efficaces pour la combattre. Je crois avoir parfaitement raison de dire que le maintien du statut de certaines institutions et de certains régimes dans notre pays semble plus important pour le Gouvernement que le bien-être des particuliers.

La dernière partie du paragraphe du discours du trône que j'ai cité, est un énoncé tout à fait inexact du fait. Les mesures fiscales que le Gouvernement a adoptées en vue de combattre l'inflation ont lamentablement échoué pour ce qui est d'empêcher l'augmentation des prix.

Depuis que le ministre des Finances (M. Abbott) a fait connaître la première de ces mesures fiscales, l'indice du coût de la vie a grimpé de 18 points 7/10. Il me semble que cela suffit à montrer que les mesures